Département de la Seine-Saint-Denis – Arrondissement du Raincy – Canton de Sevran

N°2021/ 290	VILLE DE SEVRAN DÉCISION DU MAIRE PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Service émetteur *Maison de Quartier Edmond Michelet*
Objet : *Signature d'une convention avec l'Association Crée Ton Avenir relative à la mise en place d'animation sur la découverte et l'exploration du monde professionnel, qui se déroulera du 2 novembre au 5 novembre 2021*

Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, portant délégation de pouvoirs au Maire dans le cadre des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat,

VU l'instruction comptable n°96-078 « M14 » du 01/08/96 modifiée,

VU le Code de la Commande Publique entré en vigueur au 1er avril 2019, et notamment son article R2122-8

CONSIDÉRANT l'axe du projet social de maintenir le travail de création de lien social et de proximité avec les habitants.

CONSIDÉRANT la volonté municipale de soutenir les initiatives en direction des habitants du quartier Pont-Blanc/Montceleux.

CONSIDÉRANT le projet de convention,

ARTICLE 1 : **DÉCIDE** de signer avec l'Association Crée Ton Avenir, représentée par sa directrice Mme Isabelle ANDRIEU afin d'organiser des animations et des ateliers sur la découverte et l'exploration du monde professionnel.

ARTICLE 2 : **DIT** que le règlement de la facture s'élève à **700 euros (Sept cent euros TTC),** dans le cadre de l'appel à projet du contrat de ville 2021, la ville s'engage à verser cette somme à l'issue du stage contre réception de l'appel de fonds de l'Association Crée Ton Avenir, si le nombre de jeunes accueillis est inférieur à 10, le soutien financier de 700 euros, sera dû.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : La présente décision
-sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.
-peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de Sevran dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de

deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L411-7 CRPA)
-peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil par courrier ou sur le site télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera adressée : - Adressée au Comptable public
- Notifiée à l'Association Crée Ton Avenir

Fait à Sevran, le 25 OCT. 2021

LE MAIRE,

VILLE DE SEVRAN - SEINE-SAINT-DENIS

Stéphane BLANCHET

En application de la Loi " Droits et Libertés ", le Maire de Sevran certifie que le présent acte a été :
- reçu en préfecture le : 25 OCT. 2021
- publié le : 25 OCT. 2021